Document generated on 07/13/2025 2:10 p.m.

Études internationales

HELLER, Agnes and FEHER, Ferenc. *From Yalta to Glasnost : The Dismantling of Stalin's Empire*. Oxford, Basil Blackwell, 1991, 296 p.

Robert Desjardins

Volume 22, Number 4, 1991

URI: https://id.erudit.org/iderudit/702945ar
DOI: https://doi.org/10.7202/702945ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Desjardins, R. (1991). Review of [HELLER, Agnes and FEHER, Ferenc. *From Yalta to Glasnost : The Dismantling of Stalin's Empire*. Oxford, Basil Blackwell, 1991, 296 p.] *Études internationales*, *22*(4), 881–883. https://doi.org/10.7202/702945ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1991

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

citoyens, personne, parmi les organisateurs de ce colloque, ne serait épargné! Que penser en 1991 du pronostic suivant: «... les tensions sociales montent et l'élite du parti, contrôlant complètement la machinerie du pouvoir ...» (p. 81). Le parti (PSOH) n'a obtenu aucun siège au parlement lors des élections de 1990!

L'étude de B. Farago sur les «Réformes politiques et possibilités de transition vers l'État de droit», quoique bien articulé et documenté, s'interroge sur le «type d'État de droit visé par les dirigeants est-européens». L'auteur arrive à la conclusion – peut-être logique en mai-juin 1989 – suivante: «Le type d'État de droit visé n'est donc pas celui de la «démocratie occidentale: la spécificité du système est clairement indiquée par les expressions «État socialiste de droit» ou «pluralisme socialiste» (p. 103). Évidemment il s'agit d'une notion d'un État de droit tel qu'envisagé par les dirigeants communistes au pouvoir en Europe de l'Est. Les auteurs ont essayé de déduire les conséquences possibles d'après la logique.

«Au terme de ce volume – remarque P. Hassner – nous serions tentés de recourir à la même défense devant les lecteurs troublés par l'hétérogénéité des textes que nous leur avons présentés» (p. 115). Les éléments de réponses à la question «Vers une légitimité européenne?», sous la plume de P. Hassner, gravitent depuis Platon à travers la théorie de l'État de droit de Kant jusqu'aux idées d'un Jean Monnet, autour de la régularité des rapports entre États.

La valeur documentaire de l'ouvrage est plus que dérisoire. La plupart des articles sont de nature descriptive et les hypothèses multiples représentent souvent des spéculations sur les possibilités de l'avenir démenties par les faits.

Paul PILISI

Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi, Canada

HELLER, Agnes and FEHER, Ferenc. *From Yalta to Glasnost: The Dismantling of Stalin's Empire.* Oxford, Basil Blackwell, 1991, 296 p.

Le livre d'Agnes Heller et Ferenc Feher, série d'essais écrits de 1979 à 1989, vise à faire le portrait d'un processus qui a marqué notre temps *i.e.* la longue révolution de l'Europe de l'Est contre Yalta. La 1ère partie offre une explication de ce qu'a vraiment été Yalta. Après une revue d'interprétations dégagées au fil des ans, les auteurs suggèrent que Yalta soit lu comme une tentative collective de gouvernement mondial: cet exercice d'universalisme, ayant pour ancêtres modernes la Sainte Alliance et Versailles, aurait reposé sur une double considération, *i.e.* la rupture de l'ordre mondial et le fait qu'aucune puissance n'était apte ou désireuse d'imposer au monde son ordre propre. Cette lecture renverrait dos à dos la «pensée hypothétique» et l'idée que Yalta ne fut qu'une conspiration.

Pour Heller et Feher, Yalta était voué au fiasco en raison de l'incompatibilité des conceptions politiques des États-Unis et de l'URSS. L'après-guerre serait donc l'histoire des révolutions contre le «système de Yalta». Premier assaut contre ce système, la révolu-

tion hongroise de 1956 est au cœur de la seconde partie de l'ouvrage. Pour qui est familier avec ce jalon de l'histoire récente, les pages étoffées qui y sont consacrées rafraîchiront la mémoire. L'on s'arrêtera, ainsi, au portrait d'Imre Nagy et au couple révolution hongroise/situation interne du Kremlin dans ces années post-Staline. Cette révolution assassinée, pour Heller et Feher, laissa au reste de l'Europe orientale une claire conclusion : elle ne devait pas être le paradigme de la révolution politique à venir.

La 3ème partie, sur l'après-1956, s'ouvre sur le kadarisme. L'image répandue de la Hongrie sous Kadar comme étant «la plus joyeuse des baraques de l'Est» ne doit pas faire oublier (Heller et Feher y veillent) que cette Hongrie fut un État policier, où les réformes économiques étaient assujetties au leadership politique, et où le prix de la dépolitisation de la vie quotidienne fut la servilité politique inconditionnelle. Mais, notent les auteurs, Kadar n'en devient pas moins, pour le citoyen ordinaire, le meilleur roi de la Hongrie depuis des siècles. Sur le Printemps de Prague, le ton des auteurs est assez dur. Ils voient en lui l'ultime «incident» de l'idée d'une réforme conçue et exécutée comme une réforme du parti. Dans leur esprit, même sans l'intervention des chars soviétiques, les transformations soutenues par Dubcek auraient débouché tout au plus sur une forme de titisme. Bien que cette thèse soit basée sur des arguments peu convaincants, elle a le mérite de reposer la question du réformisme par le haut, pertinente face au cours nouveau en URSS. Enfin, l'on assista dans les années 70, parallèlement à la mort de l'idéologie et à la perte totale de crédibilité pour les régimes de type soviétique, à la naissance de Solidarité. Heller et Feher, en 1979, ne doutaient pas que la Pologne serait le «battlefield» où se jouerait le sort de l'Europe orientale. On sait la suite. Mais, avaient-ils prévu Gorbatchev, cette clé de voûte des changements à l'Est?

Les deux dernières parties du livre portent essentiellement sur l'URSS. Traitant longuement en 1984 (*Zeitgeist* oblige!) de l'expansionnisme soviétique, les auteurs avancèrent alors l'idée que son objectif stratégique premier était la «Vichyisation» de l'Europe, et non sa «Finlandisation». En effet, la soumission à un ordre social étranger et les sévères limites à la souveraineté nationale propres au second phénomène ne pourraient, selon eux, reposer sur un consensus national, comme en Finlande, mais bien plutôt sur la défaite de groupes sociaux entiers. Les profondes transformations survenues depuis sur les scènes européenne et internationale ont certes rendu caducs, et presque surréalistes, les savants développements des auteurs sur l'Europe «vichyifiée».

À propos de l'ère Gorbatchev, Heller et Feher insistent sur deux faits irréfutables : le changement d'élite et la volonté de moderniser l'URSS, avec pour modèle la performance et la technologie de l'Occident. Gorbatchev chercherait la quadrature du cercle, *i.e.* réduire ce qui est un problème éminemment social et politique à un problème de technologie. Spécifiquement, ils ont raison de rappeler la leçon des réformes historiquement tentées en Europe de l'Est, soit l'impossibilité de changements sociaux axés sur une seule modernisation éco-

nomique. Si, comme le pensent les auteurs, la stratégie de Gorbatchev n'a été que de retarder systématiquement la prise de décisions cruciales, il y a des motifs soutenant cette prudence (complexité de la tâche, crise abyssale, populace léthargique, etc.). Pour eux, Gorbatchev s'est refusé de donner une claire direction au processus enclenché. Si cela n'est pas faux, il faut reconnaître, à l'instar des auteurs, que le Gorbatchev d'aujourd'hui n'est pas celui de 1985 et qu'une auto-éducation laisse entrevoir que les choix clés, que les faits têtus ont d'ailleurs commencé à devancer, ne pourront être longtemps éludés. Il est regrettable que les auteurs n'aient pas reconnu, à sa juste valeur, le rôle crucial revenant à Gorbatchev dans la libération de l'Europe de l'Est: l'évolution polonaise, la chute du mur de Berlin, la mort du pacte de Varsovie (pourtant exclue par Heller et Feher), sont indubitablement tributaires de l'attitude éclairée du Kremlin. C'est là, peut-être, la réaction de spectateurs engagés ne croyant plus le changement possible.

Ce livre, bien que l'unité de son contenu soit un peu déficiente vu l'assemblage de textes qu'il contient, est nourri d'idées auxquelles ce compte rendu ne peut faire justice. Il porte une riche vision d'événements historiques, à laquelle ceux qui étudieront plus tard ce qu'était l'Europe de l'Est voudront avoir recours. Retenons la conclusion, prophétique, des auteurs: que l'avenir de l'Europe nouvellement libérée de Yalta appartient désormais à ses citoyens qui ne devront pas oublier que le monde ne sera pas spectateur s'ils jouent encore leurs «traditional little games of mutual animosity» qui comportent le risque – notre siècle ne le sait que trop – d'une explosion guerrière. La crise yougoslave donnera-t-elle raison à Heller et Feher?

Robert DESJARDINS

Tribunal Canadien du Commerce extérieur
Ottawa, Canada

NAHAYLO, Bohdan and SWOBODA, Victor. *Soviet Disunion : A History of the Nationalities Problem in the USSR*. New York, The Free Press, 1990, 448 p.

Ceux qui attendaient un ouvrage d'ensemble sur les questions nationales en URSS, accueilleront avec satisfaction ce volume. Il s'agit en effet d'une étude historique, bien documentée et très bien présentée, des relations entre l'État soviétique et les minorités ethniques du pays, de 1917 à nos jours. Les auteurs replacent les problèmes nationaux particuliers à tel ou tel peuple dans la politique globale des dirigeants soviétiques successifs vis-à-vis des nationalités. La première partie de l'ouvrage, écrite par Swoboda, va de la révolution d'octobre à la mort de Staline.

En prenant le pouvoir dans cet immense territoire multiethnique qu'était l'empire russe, les Bolcheviks ont hérité de problèmes que la politique de russification des différents tsars n'avait fait qu'exacerber. Déjà, Marx et Engels avaient sévèrement condamné les conquêtes et l'oppression des peuples par la Russie tsariste. Lénine partageait ce point de vue et reconnaissait en principe le droit des peuples à l'autodétermination. Il le